

Compte rendu du module de la SEI

Colloque de l'AFSP

Toulouse – 7/09/07

La Section d'Etudes Internationales de l'AFSP s'est réunie trois heures durant, dans le cadre du IXème congrès, à Toulouse pour donner suite à la relance de ses activités proposée, sous l'égide du bureau de l'AFSP, par Frédéric Charillon, Daniel Compagnon et Karoline Postel-Vinay.

Une quarantaine de personnes ont participé à cette réunion ; mais il faut bien dire qu'en dehors de l'Université de Bordeaux - surreprésentée - et de quelques vétérans de la science politique française (et de la SEI), les enseignants-chercheurs permanents ne s'étaient guère déplacés. Certains centres d'importance brillaient par leur absence, ce qui ne pouvait que déséquilibrer le bilan et biaiser les perspectives futures. En effet, l'assistance était dominée par des jeunes chercheurs, notamment doctorants ; une situation qui est certes encourageante pour l'avenir, mais traduit également l'état réel de la sous-discipline des RI en France. Comme l'a remarqué Dario Battistella, quoi faire certes, mais d'abord avec qui ? C'est le drame ancien des RI en France que de ne pas sembler atteindre la masse critique permettant une structuration véritable.

C'est précisément le rôle de la SEI que de tenter de mobiliser une communauté scientifique aux contours mal définis : le débat à Toulouse s'est à nouveau attardé sur la définition de l'objet international, l'intérêt d'une plus grande autonomie des RI vis-à-vis de la science politique ou encore l'intérêt de s'élargir aux milieux d'experts en RI en marge de l'université... A cet égard, certains participants ont suggéré d'impliquer plus étroitement l'IFRI et l'IRIS, au-delà des différences de positionnement institutionnel entre ces think-tank et l'université. Il a été suggéré que ces organismes, comme d'ailleurs la CAP du MAE, prennent des adhésions institutionnelles à la SEI.

L'essentiel n'est pourtant pas là, mais dans la capacité à travailler ensemble sans a priori, sans exclusive, à la fois pour enrichir le débat scientifique et à la fois pour offrir des perspectives plus dynamisantes pour nos doctorants. En ce sens la SEI n'est ni une chapelle ou une secte, ni un centre de recherche concurrent, ni un guichet à subvention (la question fut posée !), ni même un réseau de recherche thématique ; c'est un forum ouvert à tous, un lieu de rencontre pour les politistes qui s'intéressent à l'international. Ce lieu reste largement à construire.

Parmi les suggestions – parfois contradictoires - de l'assistance concernant le rôle que la SEI doit jouer (ou mieux jouer) à l'avenir figurent :

- collecter l'information concernant les financements de thèse (allocations, bourses, convention CIFRE) ou de recherche proposés par les administrations ou les fondations privées ;
- rendre le site Internet plus interactif et informatif, en y intégrant une rubrique sur la pédagogie, l'enseignement des RI en France ;
- désigner un correspondant SEI dans chaque université ;
- lancer une enquête pour recenser les étudiants et les formations dispensées en RI en France ;
- renforcer les liens avec les associations étrangères de RI ;
- servir de support à une revue et aider à la publication d'articles de RI en langues étrangères, notamment l'anglais (traductions).

Les organisateurs de la réunion avaient également proposé que la SEI tienne un colloque de bilan des études internationales en France, de façon à mieux positionner la discipline vis-à-vis des aires régionales, de l'histoire diplomatique, des études de défense et sécurité ou de la science politique en général. Cette proposition n'a pas soulevé un très grand écho chez les participants.

On voit donc, dans les attentes de ceux qui se sont exprimés, deux tendances se dessiner :

- ceux pour lesquels la SEI est avant tout pourvoyeuse de services spécialisés (comme le fait l'AFSP mais avec des objectifs plus spécifiques) ;
- ceux pour lesquels la SEI doit d'abord être une sorte de « société savante » et se fixer comme objectif de produire du savoir (en organisant colloques, table rondes et publications). Les deux objectifs ne sont certes pas inconciliables, mais ils exigent des moyens humains et financiers réels, or la SEI n'a pour l'instant que l'appui institutionnel et informatique de l'AFSP.

Comme l'a fait remarquer Yves Schemeil, la vocation de la SEI c'est aussi de mettre en relation les chercheurs qui ne se connaissent pas, ou qui ne connaissent pas les projets des uns et des autres, par exemple pour permettre une meilleure coordination dans la réponse aux appels de l'ANR.

La SEI avait invité Jean-Christophe Graz, professeur à Lausanne, à présenter un point de vue extérieur et sans concession sur les RI en France. Notre collègue suisse a notamment souligné ce qui suit:

- un champ d'étude très éclaté n'est pas nécessairement quelque chose de négatif en ce qu'il reflète la réalité des objets d'étude ; cela ne le relègue pas nécessairement les RI à la périphérie du champ scientifique des sciences politiques ou sociales ;
- la pluridisciplinarité présente des avantages s'agissant d'objets complexes ; il n'est peut-être pas utile de durcir à l'excès les frontières de la sous-discipline des RI ;
- la question du financement est en partie un faux problème : il existe de multiples structures et guichets à l'échelle européenne, car les dispositifs ne sont pas forcément nationaux et il conviendrait que les chercheurs français sortent de leur isolement pour passer à l'échelle continentale (tout ne se passe pas non plus nécessairement outre-atlantique comme certains semblent le croire) ;
- la vivacité des débats sur l'objet des RI montre qu'il n'y a pas consensus et qu'il est peut-être vain de vouloir s'acharner à circonscrire la sous-discipline : il vaudrait mieux partir de ce qui se fait en France dans ce champ et chercher à le valoriser ;
- la question de la publication des travaux est centrale et la publication de papiers dans des revues en anglais incontournable : cela suppose non seulement de traduire, mais aussi de se plier aux exigences formelles et habitudes stylistiques (donc s'entraîner et entraîner les jeunes chercheurs aux exercices différents que sont la publication en anglais et en français) ;
- en revanche, il est inutile d'organiser un colloque uniquement pour faire « exister la SEI », s'il n'y a pas un contenu scientifique assez sérieux à faire passer.

Cette intervention a suscité un bon débat, lequel fut suivi d'une brève présentation du Conseil Universitaire des Nations Unies (Academic Council on the United Nations System (ACUNS)) dont le Centre Européen a organisé un colloque universitaire sur l'enseignement des RI, compte organiser un séminaire mensuel au deuxième semestre de l'année universitaire 2007-2008, décerne un prix doctoral en RI chaque année, accueille des étudiants en stage au Centre Européen de l'ACUNS à la Sorbonne. L'ACUNS publie également la revue *Global Governance*.

Au terme de la réunion de la SEI, l'équipe de relance a rappelé que rien ne serait possible sans une implication plus forte des internationalistes de l'AFSP, que nombre de suggestions avaient été faites quant aux activités à mener mais que tous comptaient beaucoup trop sur les trois animateurs et sur les finances de l'AFSP.

En revanche, personne dans l'assistance ne s'est porté volontaire pour prendre en charge une tâche ponctuelle ou annoncer une initiative. Il n'y aura pourtant pas de SEI plus efficace et dynamique sans mutualisation des efforts. Il est désormais temps que chacun fasse ses propositions si nous ne voulons pas nous retrouver au prochains congrès AFSP avec le même bilan.

Daniel Compagnon